

## **Amartya Sen, Développement, justice, liberté**

Sur près de 400 pages, Amartya Sen livre sa réflexion politique, philosophique et économique, notamment en matière de développement. Il unifie celle-ci en définissant le développement comme l'expansion des libertés, la liberté recouvrant différentes réalités complémentaires. Il mène son discours pas à pas, autour d'une pensée philosophique cohérente, défait minutieusement les théories adverses, et défend longuement les points importants pour le développement. Pour quelqu'un déjà acquis à la mise en œuvre de politiques de développement en accord avec la défense des libertés individuelles, la lecture de cette fiche sera suffisante, seul le chapitre 7 sur les famines dressant un constat vraiment intéressant.

Les deux aspects de la liberté : le processus (liberté théorique) et la possibilité (liberté réelle), doivent être défendus. Les libertés sont une meilleure base d'évaluation et d'effectivité que d'autres critères tels que la richesse (l'argent n'étant qu'un moyen) ou le bonheur (qui n'est pas assez précis). L'auteur défend l'idée que la richesse n'est pas un bon indicateur en comparant l'espérance de vie des kéralais avec celle des noirs américains : ces derniers vivent moins longtemps, malgré leur revenu bien supérieur. Le marché est le lieu où s'exerce une liberté : celle d'échanger ; il est donc important de défendre le marché, car l'homme ne doit pas être vainement entravé dans ses choix. Ainsi, même si un système qui bride le marché apportait une utilité (au sens classique) plus élevée qu'un marché sans entrave, une telle société ne serait pas forcément enviable, car elle prive les individus du libre-arbitre. Sen donne l'exemple des esclaves américains : ils vivaient souvent mieux pécuniairement que la main d'œuvre libre, mais voulaient quand même s'enfuir. « accorder de l'importance au fait de disposer d'opportunités non réalisées ». Ainsi le travail des enfants est-il à proscrire, même s'il permet à la famille de s'assurer un meilleur niveau de vie.

La liberté doit être comprise pour son double rôle : constitutif et instrumental. Les dépenses publiques sont essentielles pour le développement (comparaison du Kérala avec le Brésil, par exemple), beaucoup plus que le PNB (exemple de l'espérance de vie en Écosse entre 1900 et 1960, qui évolue à l'opposé du PIB). « Les fonctions instrumentales de la liberté se déclinent sous des formes diverses mais corrélées, telles que les facilités économiques, les libertés politiques, les opportunités sociales, les garanties de transparence et la sécurité protectrice. » Les personnes doivent être considérées comme des acteurs à part entière, et non comme les destinataires passifs de mesures programmées par des experts.

« toute démarche d'évaluation se caractérise par sa base d'informations », ainsi l'utilitarisme classique, qui prend comme critère l'utilité agrégée, exclue d'emblée l'enjeu de la distribution (l'utilitarisme a quand même le mérite d'être conséquentialiste et de s'intéresser au bien-être). Le libertarianisme pêche en ce qu'il ne s'intéresse qu'aux droits formels, et non aux privations réelles (il n'empêcherait pas une famine, par exemple, il ignore les conséquences). Les revenus ne sont pas une base d'information suffisante : pour un même revenu, quelqu'un qui a besoin d'une prothèse et un valide n'auraient pas le même bien-être. Outre l'hétérogénéité des personnes, la diversité de l'environnement (sécheresse, tornade), les disparités de l'environnement social (sécurité, services publics), la relativité des perspectives (plus de besoins dans un milieu chic) et la distribution au sein de la famille sont les principaux facteurs qui influencent la relation entre revenu et bien-être. Dans le chapitre 3, Sen détaille les méthodes d'évaluation possibles des capacités individuelles.

La pauvreté comme privation des capacités attire l'attention sur le chômage ou le contrôle corrompu par l'état indien de l'économie à l'époque des *licences raj*. Le taux de mortalité montre que le revenu ne fait pas tout : les inégalités de genre notamment sont criantes en Asie du Sud et en Afrique du Nord.

Sen cite T. H. Huxley pour critiquer la foi actuelle dans le marché : « Le destin des vérités nouvelles est de commencer en hérésie et de finir en superstition ». Le marché (du travail par exemple) est d'abord une liberté, condition nécessaire du développement, mais il a ses défaillances, notamment à l'égard des *biens publics*, consommés collectivement et non individuellement (comme la vaccination contre la malaria). « les critères d'efficacité et l'exigence d'équité se combinent pour justifier l'aide publique à l'éducation, à la santé et aux autres biens publics (ou semi-publics). » *Sen oublie la critique du système financier basé sur la propriété et l'héritage, qui est un ensemble de règles, de lois et de fonctionnements qui donnent sa forme au marché et déterminent l'allocation des richesses : le marché ne peut être vu que comme un simple espace de liberté, il doit être compris comme élément constitutif d'un système reproduisant la pauvreté. Il ne dit pas comment encadrer le marché.* À l'inverse de données ajustables comme le revenu, la privation de capacités (analphabétisme, handicap, etc.) n'est pas susceptible à des distorsions d'incitations et l'aide publique qui y répond n'est ni échangeable ni revendable. Problèmes des mesures conditionnées aux bas revenus : distorsion des informations, distorsion des incitations, désutilité et stigmatisation, coûts administratifs et corruption, permanence et qualité (les prestataires ciblés ont un faible poids politique). Citant Michel Bruno, l'auteur explique que l'inflation doit être maîtrisée avant qu'elle ne devienne trop forte, où elle est destructrice. Pour autant la lutte contre l'inflation, le conservatisme financier ne doit pas être le seul cheval de bataille : chômage en Europe, protection sociale aux États-Unis, analphabétisme en Inde, régulation du système financier en Asie de l'Est et du Sud-Est sont autant de chantiers.